

Assassinat d'Ernest Manirumva : crime d'Etat ou pas ?

@rib News, 21/01/2011 â€“ Source XinhuaLa derniÃ¨re commission dâ€™enquÃªte sur l'assassinat d'Ernest Manirumva, ex-vice-prÃ©sident de l'Observatoire pour la Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (Olucome) ainsi que le mÃ©morandum du FBI qui a participÃ© aux investigations sur cet assassinat montrent que l'enquÃªte n'est pas encore terminÃ©e. C'est ce qui ressort d'une confÃ©rence de presse animÃ©e vendredi par les avocats de la partie civile qu'est l'Olucome.

« Le FBI a demandÃ© au gouvernement du Burundi de poursuivre l'enquÃªte en auditionnant une sÃ©rie d'autres personnes qui ne l'ont jamais Ã©tÃ© et en mÃªme temps de prÃ©lever des Ã©chantillons de leurs ADN pour pouvoir confronter ces derniers aux autres ADN qui ont Ã©tÃ© prÃ©levÃ©s sur les armes et les vÃ©hicules », a indiquÃ© Me Alexis Deswaef, qui parlait au nom des neuf avocats belges au Burundi et d'un autre avocat au barreau de Nantes Ã©tabli au barreau de Bruxelles au cours de cette confÃ©rence de presse tenue Ã l'ex-hÃ´tel Novotel de Bujumbura. Il a repris les noms de ces personnes tels que citÃ©s dans ledit mÃ©morandum, des noms d'au moins six hauts gradÃ©s de la police et qui selon Deswaef, sont « le cÅ“ur de l'opÃ©ration qui a visÃ© l'Ã©limination d'Ernest Manirumva et Ã travers lui, celle de lâ€™Olucome la sociÃ©tÃ© civile qui se bat pour une sociÃ©tÃ© plus juste ». « S'ils n'ont rien Ã se reprocher, je ne vois pas pourquoi ils refuseraient de se soumettre Ã ces auditions et Ã ces prÃ©lÃ¨vements d'ADN surtout qu'ils restent innocents jusqu'Ã la preuve du contraire », a-t-il ajoutÃ© avant de conclure que « si l'enquÃªte dÃ©montre une culpabilitÃ© au plus haut niveau, Ã§a sera un crime d'Etat ». Le dernier procÃ©s de cette affaire a eu lieu le mercredi 19 janvier 2011 Ã la chambre criminelle prÃ©s la Cour d'appel de Bujumbura et a Ã©tÃ© mis en dÃ©libÃ©rÃ© pour se prononcer sur la complicitÃ© de la Cour dans ce procÃ©s.